Résumé d'entrevue : Chad Eros

Chad Eros a été questionné par Jeffrey Leon, Daniel Sheppard, John Mather et Alexandra Heine le 15 septembre 2022. Toute question au sujet du présent résumé d'entrevue doit être adressée à Mme Heine.

Le texte figurant entre [crochets] constitue des notes explicatives fournies par l'avocat de la Commission sur l'état d'urgence pour faciliter la compréhension du lecteur.

Veuillez prendre note qu'après avoir pris connaissance du présent résumé d'entrevue, M. Eros a fourni des détails supplémentaires concernant les événements qu'il a décrits. Ces détails ont été intégrés au résumé.

Contexte

Chad Eros est un comptable professionnel agréé (« **CPA** ») qui réside actuellement en Saskatchewan.

M. Eros a été à un certain moment directeur de la « Freedom 2022 Human Rights and Freedom Not-for-Profit Corporation ».

Début de son implication dans le convoi de la liberté

M. Eros s'est impliqué dans le convoi de la liberté (« **convoi** ») en raison de son ami, Chris Garrah.

M. Garrah est le fondateur de la campagne de financement « Adopt-A-Trucker ». [M. Garrah a créé la campagne de financement « Adopt-A-Trucker » sur le site Web de sociofinancement GiveSendGo le 18 janvier. Immédiatement après sa création, la campagne a commencé à lever des fonds.]

M. Eros a expliqué que, au cours du mois de janvier 2022, M. Garrah a participé à un appel Zoom avec certains des principaux organisateurs du convoi et les personnes derrière la campagne de financement GoFundMe du convoi, notamment deux femmes appelées Helen Gazica et Kristina Kenyon (« **comité financier** »). [Tamara Lich a créé la campagne de financement « Freedom Convoy 2022 » sur GoFundMe le 14 janvier.] Ces personnes ont exprimé des frustrations au sujet du fait qu'il leur était difficile de communiquer efficacement avec GoFundMe; M. Garrah leur a donc suggéré de s'adresser à M. Eros, puisque ce dernier avait de l'expérience dans les relations avec les institutions financières en raison de son travail en tant que CPA.

M. Garrah a mis Mme Gazica en contact avec M. Eros. Selon M. Eros, il a reçu un courriel de Mme Gazica lui demandant de garder confidentiels les renseignements qu'il avait reçus au sujet de la campagne GoFundMe du convoi. M. Eros a accepté.

Participation aux campagnes de financement

Versement de fonds par GoFundMe

Aux alentours du 26 janvier ou la journée même, M. Eros a commencé à recevoir des documents, notamment une lettre d'attestation établissant une entente entre GoFundMe, Tamara Lich, Mme Gazica, Mme Kenyon et Cindy Parker [la lettre d'attestation mentionnait également Noeline Villebrun[1]]. Il a également reçu les communications échangées avec GoFundMe. Le comité financier a demandé à M. Eros de préparer d'urgence une réponse parce que le convoi était presque arrivé à Ottawa et qu'il ne comprenait pas les questions posées par GoFundMe. M. Eros a préparé une réponse aux questions, que Mme Kenyon a transmise à Jeffrey Rath, un avocat leur donnant un coup de main.

Comme M. Eros l'a expliqué, M. Rath a apporté certaines modifications à sa réponse et l'a transmise à GoFundMe. Le lendemain, le 27 janvier, GoFundMe a autorisé un versement de 1 million de dollars des fonds recueillis grâce au convoi.

M. Eros a conseillé au comité financier de ne pas faire en sorte que Mme Lich soit la bénéficiaire de ce versement, car cela pourrait les faire mal paraître. Il leur a plutôt conseillé de créer un organisme sans but lucratif et de désigner cette entité comme étant le bénéficiaire du versement. À sa grande déception, il a été informé aux alentours du 28 janvier ou la journée même que Mme Kenyon et les autres membres du comité financier avaient autorisé GoFundMe à verser les fonds dans le compte personnel de Mme Lich. Les fonds ont été déposés officiellement dans son compte le 2 février. M. Eros a découvert plus tard que Mme Lich avait créé ce compte conjointement avec Chris Barber, l'un des autres organisateurs du convoi.

Le 30 janvier, M. Eros a rencontré Mme Lich, M. Rath, un autre avocat du nom de Russell Heibert, qui s'est présenté à M. Eros en tant qu'ancien député sous Stephen Harper, ainsi qu'une femme du nom de Sandy Sable pour promouvoir l'idée de créer un organisme sans but lucratif afin que le reste des fonds versés par GoFundMe puisse être transféré à celui-ci plutôt que dans le compte personnel de Mme Lich. M. Heibert a indiqué qu'il pouvait demander à un cabinet d'avocats qu'il connaissait de créer un organisme sans but lucratif dans un délai d'une semaine. M. Eros a dit à M. Heibert qu'une semaine ce serait trop long et que les manifestations seraient probablement terminées d'ici là.

M. Eros s'est porté volontaire pour inscrire lui-même l'organisation en tant qu'organisme sans but lucratif. Les membres du comité financier et les organisateurs du convoi ont accepté sa proposition. [M. Eros a incorporé l'organisme « Freedom 2022 Human Rights and Freedoms » en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le

[1] **GFM00000037**

30 janvier. Les premiers administrateurs de la société étaient M. Eros et M. Garrah. M. Eros a tenté d'ouvrir un compte bancaire à la Banque Toronto Dominion (« **TD** ») au nom de la société. La banque a rejeté sa demande.] La Banque TD n'a pas répondu aux nombreux courriels et appels téléphoniques de M. Eros concernant l'ouverture d'un compte bancaire.

Campagne GiveSendGo

Le 31 janvier, M. Eros a participé à un appel téléphonique avec un certain nombre de personnes au sujet de la mise sur pied d'une nouvelle campagne de financement pour soutenir le convoi. Cet appel a été organisé après que M. Eros a été contacté par John Ballard, un investisseur d'une plateforme de médias sociaux établie aux États-Unis appelée « CloutHub ». Chris Garrah a fourni à M. Ballard le numéro de téléphone de M. Eros.

Les personnes suivantes participaient à l'appel téléphonique : M. Eros, M. Ballard, Jeff Brain, président-directeur général de CloutHub, Jacob Wells, cofondateur de GiveSendGo, et James Piloso, un individu associé au groupe « Take Back our Freedom » (« **TBOF** »), un groupe canadien opposé à la vaccination obligatoire contre la COVID-19. M. Eros a expliqué que M. Piloso l'avait d'abord appelé la veille, le 30 janvier, parce qu'il voulait participer à la collecte de fonds et qu'il connaissait des donateurs importants qui ne voudraient pas faire de dons à moins que M. Piloso ne soit partie intégrante de la campagne.

Au cours de l'appel, M. Ballard a fait la majeure partie de la conversation. Il a présenté l'idée de créer une campagne de financement distincte sur la plateforme GiveSendGo, qui recueillerait des dons pendant que la question du versement des dons GoFundMe serait réglée. Parallèlement, il a plaidé pour que les organisateurs utilisent CloutHub comme plateforme et a expliqué comment il pourrait fournir une méthode de communication sécurisée pour les organisateurs. M. Brain a offert de fournir aux organisateurs du convoi un prêt de 250 000 dollars pour couvrir les frais d'exploitation pendant qu'ils tentaient d'accéder aux fonds recueillis sur les plateformes de sociofinancement.

M. Eros a trouvé cette réunion déroutante. Il avait l'impression que les personnes associées à CloutHub croyaient que le leadership du convoi était centralisé, et que M. Eros était en fait le trésorier de l'ensemble du mouvement de contestation, ce qui n'était pas le cas. M. Eros n'a pas non plus pleinement compris pourquoi CloutHub était impliqué, alors que la principale raison d'être de la réunion était la création d'une nouvelle collecte de fonds sur GiveSendGo. M. Eros avait l'impression que M. Ballard et M. Brain cherchaient à gagner en notoriété et à obtenir de la publicité positive en s'associant étroitement au convoi.

M. Eros était également dérouté par la participation de M. Piloso, puisqu'il organisait des réunions, et ce, sans avoir aucun lien avec le comité financier original.

Cela dit, M. Eros a accepté de collaborer avec M. Wells à l'établissement d'une collecte de fonds sur GiveSendGo. Il a expliqué qu'il y avait un problème avec le lancement de la campagne GiveSendGo parce que la société n'avait pas de compte bancaire. Pour créer une collecte de fonds sur la plateforme GiveSendGo, les utilisateurs doivent créer un compte avec la plateforme Stripe [qui est le principal service de traitement des paiements de GiveSendGo], et pour créer un compte Stripe, les utilisateurs doivent avoir un compte bancaire.

M. Eros a expliqué que M. Wells a offert d'utiliser le compte Stripe qu'il avait déjà pour lancer la campagne. Il transférerait ensuite les fonds à la société une fois qu'elle aurait réussi à ouvrir un compte bancaire.

M. Eros a déclaré qu'il était d'accord et a ajouté qu'à ce moment-là, il travaillait avec diligence pour tenter d'obtenir un compte bancaire pour la société en visitant de multiples banques et en essayant de retenir les services d'un cabinet d'avocats pour rédiger les règlements administratifs de la société. Tim Turple, un avocat de la Saskatchewan, était le principal avocat de société travaillant à convaincre un avocat de l'Ontario de se joindre à la cause, mais il a indiqué à M. Eros qu'aucun cabinet ontarien ne les aiderait. M. Eros a rappelé que M. Heibert [l'un des avocats qui prêtaient main-forte au comité financier initial] a indiqué qu'il connaissait un cabinet d'avocats qui aurait été disposé à les aider à constituer leur organisation en société. M. Heibert a renvoyé M. Eros à Allan Warnock, de l'Alberta, l'un des avocats de cette firme, qui a présenté les règlements administratifs de la société le 4 février. Les règlements ont été ratifiés lors d'une réunion tenue le 7 février.

La campagne GiveSendGo a été lancée le 31 janvier. Le 2 février, la campagne GoFundMe a été suspendue ou annulée. M. Eros a déclaré que, tout de suite après, ils ont observé une augmentation immédiate et importante du nombre de dons versés à la campagne GiveSendGo.

Aux alentours du 6 février ou la journée même, M Wells a travaillé avec M. Eros par téléphone pour créer un compte Stripe canadien afin de remplacer le compte américain de M. Wells et commencer le processus de transfert des fonds à la société. M. Wells s'est vu confier des privilèges de développeur sur le nouveau compte Stripe canadien, et l'organisation a été constituée en société. Stripe Canada a gardé tous les fonds recueillis et n'a jamais renoncé à la gestion ou à la garde de ces fonds.

M. Eros a déclaré qu'il n'avait pas utilisé son propre compte bancaire pour créer son compte Stripe et que la société ne pouvait pas non plus utiliser son compte bancaire parce qu'elle n'a pas pu en créer un. Il a expliqué que, à de nombreuses reprises, M. Wells lui a demandé de créer un compte Stripe afin que M. Wells n'ait pas à utiliser son compte Stripe. M. Eros lui a expliqué à plusieurs reprises qu'ils ne pouvaient pas le faire. Il a ensuite demandé à des avocats du Justice Centre for Constitutional Freedoms (« **JCCF** ») [qui s'était impliqué dans la représentation des organisateurs du convoi au cours des événements] si l'un d'eux envisageait de laisser la société utiliser l'un de leurs comptes en fiducie. M. Eros a affirmé que cette suggestion ne lui semblait pas trop

farfelue puisqu'il avait rencontré un parajuriste à Ottawa qui avait offert à M. Eros d'utiliser son compte en fiducie. Keith Wilson, un des avocats du JCCF, a accepté d'utiliser son compte en fiducie aux fins du compte Stripe. M. Eros et M. Wilson ont conclu un mandat de représentation à cette fin. M. Eros a ajouté qu'à ce moment-là, les tribunaux avaient commencé à ordonner le gel des fonds et que la question de l'impossibilité pour la société d'obtenir un compte bancaire est devenue caduque. [La demande de retenue des fonds émise par le procureur général de l'Ontario a été accordée le 10 février 2022. Une injonction conservatoire concernant un ensemble plus vaste d'actifs a été accordée le 17 février 2022.]

M. Eros a déclaré que M. Wilson a fourni à M. Wells ses renseignements pour qu'il effectue un virement télégraphique et que le 9 février, M. Wells a effectué un virement télégraphique de plus de 3 millions de dollars à l'intention de M. Wilson. Le 10 février, M. Wilson a demandé à M. Eros de faire en sorte que M. Wells annule le virement télégraphique, ce que M. Wells a fait.

Selon M. Eros, Stripe Canada a commencé à lui envoyer des courriels étranges le 8 février. Ces courriels lui demandaient de fournir des photos de son inventaire afin que Stripe Canada puisse déterminer s'il respectait les modalités de la plateforme. Il a répondu qu'ils n'avaient pas d'inventaire parce qu'il s'agissait d'une collecte de fonds. La plateforme Stripe a répondu qu'elle ne fournirait plus ses services à M. Eros.

M. Eros a expliqué qu'en dépit de la réponse de Stripe, des dons pourraient toujours être faits par l'entremise de GiveSendGo. Toutefois, Stripe les empêchait de transférer les dons dans le compte en fiducie de M. Wilson. À ce stade-ci, Stripe Canada n'avait aucune justification juridique pour retenir les fonds, mais ne voulait toujours pas les dégeler.

M. Eros a immédiatement communiqué avec M. Wells et lui a parlé de ses interactions avec Stripe Canada. M. Wells a répondu qu'il ne comprenait pas ce que faisait Stripe. M. Wells a indiqué qu'il changerait de fournisseur de services de traitement des paiements de la collecte de fonds et utiliserait plutôt son compte Stripe américain, qu'il transférerait les fonds sur son compte bancaire américain et qu'il signerait une entente de fiducie pour conserver les fonds jusqu'à ce que la situation de la société soit réglée. M. Eros a signé l'entente et M. Wells a transféré la collecte de fonds GiveSendGo à son propre compte Stripe établi aux États-Unis le 11 février.

Lorsque l'avocat de la Commission lui a demandé s'il y avait deux collectes de fonds distinctes du convoi de la liberté sur GiveSendGo – une pour chacun des comptes Stripe de M. Wells et de M. Eros – ou une seule collecte de fonds, M. Eros a indiqué qu'il n'y avait qu'une seule collecte de fonds pour le convoi de la liberté sur GiveSendGo. Il a confirmé que M. Wells était responsable du changement de compte Stripe associé à cette collecte de fonds.

M. Eros a souligné que, bien qu'il ait participé à la collecte de fonds, il n'a jamais été le teneur de livres ou le comptable de la société. Il n'y avait pas d'états financiers à produire pour une société sans actifs, sans revenus et sans employés ou autres dépenses.

M. Eros le sait parce qu'il a été pendant un certain temps membre du conseil d'administration en tant que trésorier.

Rupture de la relation entre Tamara Lich et le comité financier

Les membres du comité financier original ont commencé à se plaindre à M. Eros que Mme Lich n'était pas joignable depuis son arrivée à Ottawa le 28 janvier ou aux alentours de cette date. Il a conseillé à Mme Gazica de se rendre à Ottawa pour recueillir les renseignements et les documents nécessaires auprès des camionneurs afin de commencer à les rembourser en leur versant l'argent des dons GoFundMe, comme cela avait été promis sur la page de dons GoFundMe. M. Eros a déclaré avoir eu de multiples conversations avec le comité financier au sujet de Mme Lich et de son manque de coopération. M. Eros a ajouté que Mme Lich s'était plainte auprès de lui que Mme Gazica ne l'autorisait pas à utiliser de l'argent. Il semble qu'ils craignaient d'être tenus responsables de toute décision prise ultérieurement par Mme Lich concernant l'utilisation de cet argent.

M. Eros a expliqué qu'il avait également des conversations avec Mme Lich en même temps. Elle lui a dit qu'elle avait l'impression qu'on la tirait dans trop de directions différentes, notamment : (i) par GoFundMe qui tentait de dicter comment l'argent devait être utilisé; (ii) par les membres du comité financier qui déterminaient ce qu'il fallait faire avec l'argent; (iii) par les camionneurs qui demandaient à Mme Lich l'argent qu'ils estimaient devoir recevoir, et par le groupe TBOF.

Selon M. Eros, ni les membres du comité financier ni Mme Lich ne s'attendaient à recueillir autant d'argent qu'ils l'ont fait, ni à ce que le convoi devienne aussi important. Selon lui, l'inquiétude était grande, car ils craignaient d'utiliser à mauvais escient les dons GoFundMe, ce que M. Eros ne comprenait pas vraiment parce qu'il leur avait donné des conseils concernant la façon d'utiliser l'argent correctement en créant la société.

Selon M. Eros, les membres du comité financier ont commencé à prendre leurs distances par rapport à Mme Lich. Aucun de ces membres du comité financier n'est finalement devenu membre de la société et aucun d'entre eux n'a été choisi comme administrateur. M. Eros a précisé qu'il ne faisait pas partie du processus de sélection des administrateurs et qu'il ne savait pas qui avait été choisi avant d'avoir reçu de la correspondance du bureau de M. Warnock [l'avocat qui avait rédigé les règlements administratifs de la société.]

Rencontre du 31 janvier avec les avocats du Justice Centre for Constitutional Freedoms

Aux alentours du 31 janvier ou la journée même, Mme Lich a informé M. Eros du fait qu'elle rencontrerait deux avocats du JCCF : M. Wilson et André Memauri. M. Eros a compris qu'ils allaient remplacer M. Rath et M. Heibert à titre d'avocats des organisateurs du convoi.

M. Eros a assisté à la réunion. Il se souvient que d'autres personnes étaient présentes, notamment Brian Peckford, Ryan Olson et Joseph Bourgault. Au début, M. Eros ne savait pas qui étaient ces personnes. M. Wilson s'est présenté comme étant l'avocat de M. Peckford, qui est l'ancien premier ministre de Terre-Neuve. M. Wilson a expliqué qu'il était l'avocat de M. Peckford et qu'ils poursuivaient le gouvernement en justice au sujet de l'imposition des mesures de santé publique visant à lutter contre la COVID-19. [Messieurs Olson et Bourgault font partie d'une organisation appelée « Canadians for Truth ».]

M. Eros a indiqué que pendant la réunion, M. Olson a demandé à Mme Lich de lui verser 100 000 dollars pour rembourser à M. Bourgault les chambres d'hôtel qu'il avait réservées à l'hôtel ARC d'Ottawa pour les camionneurs. M. Eros se méfiait de cette demande parce que Mme Lich se plaignait que des gens de son entourage lui demandaient de l'argent et qu'elle s'inquiétait du fait que des gens veuillent dépenser cet argent de façon inappropriée.

Voyage à Ottawa

Après la réunion du 1er février, M. Eros a appelé Mme Lich. Elle lui a dit qu'elle se sentait dépassée par les événements parce qu'il y avait beaucoup de gens autour d'elle qui lui demandaient de l'argent. Plus précisément, dans un message texte adressé à M. Eros, Mme Lich s'est plainte du fait qu'elle était entourée de vautours. Elle a également décrit comment elle se sentait anxieuse parce que des gens la maquillaient avant de la pousser devant les caméras et qu'elle ne se sentait pas à l'aise avec cette situation. Elle a demandé à M. Eros de se rendre à Ottawa. Mme Lich a également demandé à M. Eros s'il pouvait prendre des dispositions pour que son époux, Dwayne Lich, s'envole pour Ottawa avec lui. M. Eros a accepté.

M. Eros avait pris des dispositions pour se rendre à Ottawa par avion nolisé. Il avait organisé ce vol avec les avocats du JCCF et quelques autres personnes, dont M. Piloso, le Dr Francis Christian [un chirurgien réprimandé par l'Université de la Saskatchewan en raison de son statut vaccinal], et une femme, appelée Tasha Fishman, qui connaissait M. Eros de sa ville natale de Regina. M. Eros a expliqué que lui et Mme Fishman ont été mis en contact par l'un des amis de M. Eros. Mme Fishman s'est envolée pour Ottawa avec M. Piloso. Ils étaient tous les deux membres du groupe TBOF.

M. Eros a pris des dispositions pour que l'avion fasse escale à Medicine Hat afin d'y recueillir M. Lich, ce qui a été fait.

M. Eros est embarqué à bord de l'avion à Regina le 2 février. M. Lich et les avocats du JCCF étaient déjà dans l'avion. Au cours du vol vers Ottawa, M. Eros a expliqué qu'il a présenté un compte rendu à M. Wilson, à M. Memauri et à une autre avocate du JCCF, Eva Chipiuk, des communications entre le comité financier et GoFundMe, ainsi que de ses communications avec GoFundMe.

L'avion nolisé a coûté au total 64 000 dollars. Les avocats du JCCF ont demandé à Mme Lich de payer pour le vol. Le 5 février, elle s'est rendue à sa banque, la Banque TD, pour obtenir une traite de banque afin de payer pour le vol. On lui a dit que son compte avait été gelé sans lui fournir d'explication. M. Eros a expliqué qu'après cela, M. Turple a envoyé un message texte dans une conversation de groupe et a dit à Mme Lich qu'il expliquerait ce qui s'était passé lorsqu'elle serait retournée à l'hôtel ARC. M. Turple a expliqué que la TD avait remis les fonds à la cour pour qu'elle décide de ce qu'elle devait en faire dans une requête d'ordonnance d'entreplaiderie. La TD allègue que Mme Lich utilisait son compte personnel comme compte en fiducie et que la banque ne savait pas à qui il appartenait et qu'elle voulait que la cour tranche la question. M. Eros a expliqué qu'il était frustré par cette situation, puisqu'il avait tenté d'éviter que cela se produise en conseillant aux organisateurs du convoi d'enregistrer la société et de transférer les fonds dans le compte bancaire de la société. La TD a refusé d'ouvrir le compte bancaire, ce qui n'a laissé d'autre choix à Mme Lich que de recevoir les fonds dans son compte bancaire personnel, ensuite, les fonds ont été gelés et ont été transférés à la cour.

L'avion nolisé à destination d'Ottawa a finalement été payé par M. Garrah à l'aide de l'argent recueilli dans le cadre de la campagne « Adopt-A-Trucker ».

Les manifestations d'Ottawa

Mandat de représentation

M. Eros a déclaré qu'il avait eu une première rencontre en personne avec Mme Lich dans sa chambre d'hôtel avec les avocats du JCCF le 3 février vers 22 h, après leur arrivée à Ottawa. Il a décrit Mme Lich comme étant hors d'elle et pleurant pour obtenir de l'aide. Pour M. Eros, elle ne semblait pas être la chef du convoi.

M. Eros se rappelle que les avocats du JCCF ont dit à Mme Lich qu'ils pouvaient l'aider. Ils se sont assis et lui ont expliqué les modalités de leur mandat de représentation. Mme Lich a signé une entente relative au mandat de représentation.

M. Wilson a immédiatement organisé une conférence de presse avec Mme Lich. Le groupe TBOF a également participé à l'organisation de cette conférence de presse.

M. Eros a décrit Mme Lich comme étant paniquée à l'idée de participer à une conférence de presse. Elle disait qu'elle n'avait aucune idée de la raison pour laquelle ils faisaient cela et qu'elle ne savait pas ce qu'elle dirait. M. Wilson a dit à Mme Lich de le suivre à la porte et de se préparer pour la conférence de presse. M. Eros a déclaré qu'il trouvait étrange que M. Wilson ait tout juste rencontré Mme Lich et que sa solution au fait qu'elle se plaignait d'être forcée d'aller devant les médias traditionnels était d'assister à la conférence de presse avec elle.

Lors de la conférence de presse, M. Wilson a annoncé qu'il était l'avocat de Mme Lich et l'a décrite comme l'étincelle qui a allumé le feu et comme étant la chef du convoi. M. Eros

a été choqué par la conférence de presse de M. Wilson parce que M. Wilson était au courant de l'état d'esprit de Mme Lich.

Réunion du 3 février avec un représentant de GoFundMe

Plus tard dans la journée, le 3 février, M. Eros, Mme Lich, M. Lich et les avocats du JCCF ont tenu une conférence téléphonique avec un représentant de GoFundMe dans une salle de conférence de l'hôtel ARC. M. Eros a expliqué que les avocats du JCCF, tout particulièrement M. Wilson, tentaient de prendre le contrôle de la réunion et de se poser en porte-parole des aspects financiers du convoi. Le représentant de GoFundMe qui a assisté à la réunion a dit qu'il préférerait parler à M. Eros plutôt qu'à M. Wilson, parce qu'il avait besoin d'obtenir des réponses pour une série de questions techniques sur la distribution de l'argent provenant des dons faits au moyen de GoFundMe.

M. Eros a dû prendre les rênes de la réunion. Il a expliqué que son plan était de nouer une relation avec le département des services aux entreprises de la TD afin de mettre sur pied un service de gestion de la trésorerie semblable à celui d'un système de paie, de sorte que les fonds puissent être distribués électroniquement aux camionneurs, de la même manière que les employés sont payés directement dans leurs comptes bancaires par leur employeur au moyen d'un système de paie. M. Eros a déclaré qu'il avait de l'expérience dans le domaine des banques commerciales. Le représentant de GoFundMe s'est dit d'accord avec l'approche de M. Eros; toutefois, son plan n'a jamais été mis en œuvre en raison de la requête d'ordonnance d'entreplaiderie.

M. Eros a expliqué que, pendant qu'ils participaient à la réunion avec GoFundMe, James Piloso, une personne associée au groupe TBOF, faisait une scène à l'extérieur de la salle de conférence. M. Eros a déclaré que celui-ci faisait des allers-retours furieux et qu'il affirmait sur un ton colérique que la salle de conférence appartenait au groupe TBOF et que ce dernier était responsable de la manifestation. M. Eros a expliqué que lui et M. Memauri sont sortis pour le calmer. M. Piloso a déclaré que tout le convoi était l'idée du groupe TBOF, que Mme Lich relevait du groupe TBOF et qu'ils ne devaient pas être exclus de toute conversation financière avec GoFundMe. M. Eros l'a calmé en disant qu'ils avaient seulement une réunion ennuyeuse sur des questions bancaires.

Préoccupations concernant le groupe « Taking Back Our Freedoms »

Mme Lich a commencé à se plaindre auprès de M. Eros au sujet des membres du groupe TBOF dès le 1er février.

Après la réunion du 3 février avec un représentant de GoFundMe, Mme Lich a réitéré à M. Eros que ce sont les membres du groupe TBOF qui l'avaient poussée devant les caméras et qui l'avaient approchée pour les dons de GoFundMe. M. Eros a fait des recherches sur Google à leur sujet et a découvert que M. Peckford était président du conseil d'administration du groupe TBOF. [M. Rath siège également au conseil d'administration de cette organisation.]

M. Eros a confronté M. Wilson aux alentours du 4 février et lui a demandé d'expliquer pourquoi le groupe TBOF était fortement impliqué, malgré le fait que Mme Lich avait des inquiétudes à leur sujet. Il a également demandé comment M. Wilson pouvait représenter M. Peckford et Mme Lich en même temps, puisque ceux-ci semblaient avoir des intérêts divergents.

M. Wilson lui a répondu que M. Peckford n'était qu'un homme de paille pour le groupe TBOF qui servait à donner de la crédibilité à l'organisation. Il a dit que M. Peckford ne savait probablement même pas qu'il était président du conseil d'administration et a laissé entendre que le groupe TBOF était constitué d'acteurs malveillants. Cette explication, a déclaré M. Eros, ne faisait aucun sens pour lui.

M. Eros a commencé à remarquer que le groupe TBOF accaparait beaucoup le temps de Mme Lich, ce qui expliquait pourquoi elle ne rappelait pas le comité financier. Il a également senti que le comité financier n'était pas d'accord avec l'approche du groupe TBOF, ce qui a pu causer la rupture de la relation entre eux et Mme Lich.

Aux alentours du 5 février ou la journée même, Mme Lich a demandé à M. Eros s'il voulait se joindre à une réunion des capitaines des camionneurs, qui se déroulait dans le couloir non loin de sa chambre à l'hôtel ARC. Il a accepté, mais lorsqu'il est entré dans la pièce, il a vu qu'il y avait beaucoup de personnes du groupe TBOF.

M. Eros a expliqué qu'il est immédiatement allé dire à Mme Lich et à son époux de ne pas se rendre à la réunion parce qu'il y avait beaucoup de membres du groupe TBOF là-bas. Il a ensuite confronté M. Wilson et lui a demandé d'expliquer pourquoi des membres du groupe TBOF étaient là, étant donné qu'il avait laissé entendre qu'ils étaient des acteurs malveillants et des manipulateurs. M. Wilson a répondu qu'il ne savait pas pourquoi ils étaient là ou ce qui se passait. M. Eros est d'avis que M. Wilson était ébranlé par leur confrontation.

M. Eros a également déclaré qu'il était devenu clair pour lui qu'il y avait deux factions au sein des organisateurs du convoi : le groupe de la campagne de sociofinancement GoFundMe pour le convoi, qui comprenait le groupe TBOF, Mme Lich, M. Barber et les avocats du JCCF, et le groupe de la campagne « Adopt-A-Trucker », qui comprenait M. Garrah. L'hôtel ARC était le « quartier général » désigné du groupe de la campagne GoFundMe, tandis que le Swiss Hotel était le « quartier général » désigné du groupe de la campagne « Adopt-A-Trucker ». Selon M. Eros, la police savait que ces endroits étaient utilisés comme quartiers généraux durant les manifestations d'Ottawa.

M. Eros a expliqué que Mme Lich était constamment convoquée à des réunions à l'hôtel ARC par des représentants du groupe TBOF, M. Wilson et les capitaines des camionneurs. M. Eros n'était pas invité à ces réunions et n'a pas séjourné à l'hôtel ARC lui-même. M. Garrah avait pris des dispositions pour que M. Eros demeure dans un condo qu'un résident d'Ottawa avait offert pour l'héberger.

M. Eros a expliqué que les manifestants se finançaient eux-mêmes sur le terrain à Ottawa par des dons en espèces et des transferts électroniques. Il a décrit comment des tentes ont été érigées dans tout le centre-ville et sont devenues des centres d'où les manifestants pouvaient rassembler de l'argent et recevoir des dons pour acheter de la nourriture et de l'essence au diamant de baseball du chemin Coventry et à un terrain agricole.

M. Eros a entendu beaucoup de manifestants se plaindre de l'endroit où l'argent allait et de qui était responsable de la gestion des fonds, parce que l'argent était simplement déposé sur les tables et qu'il n'y avait pas de moyen organisé de le stocker et de le distribuer.

M. Eros a également décrit la présence d'un panneau à côté de la scène principale du centre-ville demandant aux gens de faire don de leur argent dans une cruche à eau pour la campagne « Adopt-A-Trucker »; toutefois, M. Garrah ne savait pas qui avait lancé cette collecte de fonds. M. Eros a indiqué que des personnes lui avaient apporté la cruche pleine d'argent au Swiss Hotel vers le 11 ou le 12 février et lui avaient demandé ce qu'elles devaient en faire.

M. Eros a tenté de conseiller aux personnes qui manipulaient l'argent d'imprimer des formulaires bancaires et de compter l'argent pour s'assurer qu'il était comptabilisé et distribué correctement aux camionneurs pour lesquels la collecte de fonds était destinée.

Un système a été mis en place, dans le cadre duquel l'argent était placé dans des enveloppes numérotées et les personnes qui prenaient ces enveloppes pour distribuer l'argent aux camionneurs devaient les signer, consigner le montant dans l'enveloppe et consigner le nom et la plaque d'immatriculation du camionneur à qui ils donnaient de l'argent ainsi que le montant qui était donné. Ils devaient ensuite revenir pour prouver que l'argent avait été distribué. Ce système, a expliqué M. Eros, permettait de s'assurer que l'argent était distribué équitablement entre les camionneurs.

La partenaire de Danny Bulford, Piper Bulford, assurait le suivi des dons à l'aide d'une feuille de calcul. M. Eros a estimé qu'environ 20 000 dollars étaient distribués chaque jour en moyenne. Les enveloppes distribuées à partir du Swiss Hotel contenaient 500 dollars chacune.

M. Eros a également décrit comment de l'argent était également distribué à partir de l'hôtel ARC. Il n'était pas sûr de la façon dont le groupe TBOF recevait de l'argent, mais il se souvient avoir entendu dire que les donateurs et les manifestants apportaient des dons en espèces à l'hôtel ARC. Il croit savoir que le groupe TBOF distribuait également des enveloppes d'argent, mais celles-ci contenaient 2 000 dollars chacune.

M. Eros a précisé que la société n'avait jamais reçu « sur le terrain » de dons en espèces.

Cryptomonnaie

M. Eros a déclaré qu'il connaissait très peu le projet de collecte de fonds en cryptomonnaie. Il a expliqué que M. Wilson lui a dit aux alentours du 11 février que Benjamin Dichter, un autre organisateur du convoi, faisait une collecte de fonds en cryptomonnaie. M. Wilson a demandé à M. Eros de s'enquérir auprès de M. Dichter afin de savoir pour qui il recueillait cet argent. M. Dichter a dit à M. Eros qu'il recueillait les fonds pour le convoi. M. Eros a demandé à M. Dichter s'il remettrait les clés des quatre portefeuilles contenant les fonds en cryptomonnaie aux administrateurs de la société à but non lucratif [les « clés » des « portefeuilles » de cryptomonnaie étaient les codes nécessaires pour accéder aux fonds en cryptomonnaie qui avaient été recueillis]. M. Dichter a dit oui; toutefois, à la connaissance de M. Eros, lesdites clés n'ont jamais été remises.

C'était l'ampleur de la participation de M. Eros à la collecte de fonds en cryptomonnaie.

Négociations de Tamara Lich avec le maire d'Ottawa

De l'avis de M. Eros, l'apogée de la pression et de l'anxiété que ressentait Mme Lich tout au long du convoi est devenu évident pour tout le monde après les négociations entre le maire de la Ville d'Ottawa, Jim Watson, ainsi que M. Wilson et Dean French. Il s'agit des négociations qui ont donné lieu à l'entente entre Mme Lich et le maire en vue de déplacer les camions stationnés dans les quartiers résidentiels.

Lorsque les médias ont rapporté qu'une entente avait été conclue, un gazouillis a été publié sur le compte Twitter de Mme Lich où elle niait l'existence d'une telle entente. Il y a eu beaucoup de tumulte autour du gazouillis. M. Eros a décrit comment cet incident a plongé Mme Lich dans une dépression nerveuse. Elle s'est effondrée dans la neige et a pleuré et a dit qu'elle ne pouvait plus continuer comme cela.

M. Eros a rencontré M. Wilson et Mme Chipiuk qui étaient en panique et ont parlé à M. Dichter. Ils ont expliqué qu'un journaliste important avait repartagé le gazouillis de Mme Lich niant l'existence d'une entente. Cela a causé beaucoup de confusion et de panique.

M. Eros a découvert ultérieurement que c'est M. Dichter qui avait rédigé et publié ce gazouillis à partir du compte de Mme Lich. Lorsque M. Eros a confronté M. Dichter, ce dernier a expliqué qu'il ne croyait pas qu'une entente avait été conclue. M. Dichter a expliqué que M. French était le bras droit du premier ministre Doug Ford et qu'il croyait qu'ils avaient négocié l'entente pour rassembler tous les camions en un seul endroit, ce qui faciliterait le retrait des camions par la police. M. Eros a expliqué que M. Dichter était fondamentalement en désaccord avec l'entente conclue entre Mme Lich et le maire et qu'il croyait que M. Wilson avait dépassé les limites de son rôle d'avocat en menant de telles négociations. M. Dichter a finalement estimé qu'il avait raison au sujet de la motivation du maire, qui était de rassembler les camions en un seul endroit afin de faciliter le déplacement des camions par la police.

La proposition de « fermer la frontière »

Le 10 février, un homme du nom de Karl Duville, un chef du camp du chemin Coventry, a appelé M. Eros et lui a dit qu'un homme d'affaires très riche et important voulait rencontrer les dirigeants au Swiss Hotel au sujet d'un don important. M. Eros a accepté. Les capitaines des camionneurs, tous les chefs du camp du chemin Coventry, M. Wilson, et quelques bénévoles étaient présents. L'homme d'affaires ne parlait que français et avait besoin d'un interprète. Il a proposé de faire don de 500 000 dollars en carburant, en échange, il voulait que l'image de marque de son entreprise soit affichée partout dans la manifestation. Il voulait aussi que les organisateurs du convoi ordonnent aux camionneurs de bloquer la frontière canadienne et de mettre le gouvernement à genoux.

M. Eros a pris la parole et a indiqué que le convoi était une manifestation et qu'il ne voulait rien avoir à faire avec cela. M. Wilson était d'accord. L'un des autres chefs du camp du chemin Coventry, Mike Clark, s'est senti insulté par la proposition de l'homme d'affaires. Il a dit qu'il proposait d'utiliser les camionneurs dans un acte de guerre et qu'il pouvait aller en prison ou pire pour cela. Ensemble, ils ont dit à l'homme d'affaires qu'ils n'avaient rien à voir avec les barrages frontaliers et qu'ils ne voulaient pas s'en mêler et que ces barrages étaient complètement distincts de la manifestation à Ottawa.

M. Eros a dit qu'ils avaient tous l'impression que l'homme d'affaires était un agent provocateur ou une taupe du gouvernement parce que sa proposition était tellement ridicule et incriminante. M. Eros n'a plus jamais entendu parler de l'homme d'affaires ni ne l'a revu.

Mobilisation d'autres dirigeants ou organisateurs du convoi à Ottawa

La relation entre les organisateurs du convoi et Patrick King

M. Eros a expliqué que GoFundMe avait expressément demandé aux organisateurs du comité financier et du convoi d'inclure sur leur page de collecte de fonds un désaveu de Patrick King. Les organisateurs l'ont fait, ce que M. Eros jugeait étrange parce que cela attirait l'attention sur la participation de M. King. M. Eros était personnellement d'avis que si M. King était un acteur malveillant, son nom devrait plutôt être retiré de la page GoFundMe, ce qui s'est finalement produit. À l'époque, M. Eros ne savait pas qui était M. King.

M. Eros se souvient que, lorsqu'ils étaient à Ottawa, quelques-uns des organisateurs du convoi et des capitaines des camionneurs avaient exprimé des inquiétudes au sujet de M. King. D'autres n'étaient pas inquiets et estimaient qu'il était un membre légitime de la manifestation. M. Eros a précisé que, dans l'ensemble, la controverse entourant M. King n'était pas un sujet de discussion important. Selon lui, Mme Lich et M. Barber voulaient absolument prendre leurs distances par rapport à lui. M. Eros a appris plus tard que M. King et M. Barber s'étaient brouillés lorsqu'ils étaient en route pour Ottawa parce que M. Barber s'était opposé aux conseils de M. King concernant les déplacements du convoi, ce qui a fait en sorte que des camions se sont retrouvés coincés tandis que

d'autres ont eu des accidents. M. Barber s'est trouvé embarrassé à ce sujet. Mme Lich a crié après M. King pendant cet épisode.

M. King était à Ottawa avant M. Eros. M. Eros a expliqué qu'il n'avait pas rencontré M. King lors de la première semaine de la manifestation. Une nuit, M. Eros s'est rendu au Swiss Hotel et a vu que M. King était assis avec M. Garrah et les autres organisateurs. M. Eros était perplexe parce qu'il pensait qu'ils allaient prendre leurs distances par rapport à M. King. M. Eros a ensuite découvert que, malgré ce qu'il avait entendu de certains des organisateurs, M. King avait été impliqué dans le convoi dès le début. M. King semblait croire que Mme Lich et M. King avaient chacun leurs supporteurs, mais qu'ils travaillaient ensemble et se soutenaient les uns les autres. Mme Lich, semble-t-il, avait seulement pris ses distances parce que GoFundMe l'avait poussée à le faire.

M. Garrah a dit à M. Eros qu'il était sympathique à M. King parce que sans lui, il n'aurait pas entendu parler du convoi. M. Eros a déclaré que, en tant qu'ami, il a dit à M. Garrah d'être prudent parce que M. King était une figure controversée. M. Garrah était convaincu que M. King ne devait pas être jugé avec sévérité et a expliqué que son objectif était d'être un bon humaniste et de se concentrer sur l'amour et l'acceptation de tout le monde, y compris M. King. M. Garrah a expliqué qu'il n'avait que faire de la stratégie politique ou de savoir à qui il devait se rallier ou non. M. Eros a ajouté que M. Garrah jouait davantage un rôle de membre du clergé.

M. Eros a expliqué qu'il avait eu une interaction en personne avec M. King pendant qu'il était à Ottawa. M. Eros a décrit comment il y avait de l'engouement à l'intérieur du Swiss Hotel au sujet de la nouvelle cryptomonnaie pour le convoi commercialisée par M. King [il s'agissait du « Freedom Convoy Token »]. Un homme du nom d'Owen Swiderski lui a envoyé un message sur Signal à ce sujet et a demandé à le rencontrer. M. Eros l'a rencontré et a écouté sa présentation sur la nouvelle cryptomonnaie. Après la rencontre, M. Eros n'a pas beaucoup réfléchi à l'idée de la cryptomonnaie jusqu'à ce que des bénévoles souhaitant investir demandent à M. Eros de venir dans la salle à manger du Swiss Hotel pour parler à quelques hommes qui vendaient la cryptomonnaie. M. Eros a rencontré ces personnes et leur a posé des questions. Ils n'ont pas pu répondre à ses questions, par conséquent, les investisseurs présents ont déclaré qu'ils n'investiraient pas.

M. King a eu vent de cette interaction et s'est rendu au Swiss Hotel avec M. Swiderski et George Billings pour confronter M. Eros pendant qu'il mangeait. Selon M. Eros, M. King, M. Swiderski et M. Billings donnaient l'impression qu'ils avaient envie de le tabasser.

M. Eros a écarté quelques chaises et a dit à M. Garrah, qui était également présent, d'appeler la police. M. Eros a réussi à désamorcer la situation et aucune altercation n'a eu lieu. M. King s'est excusé.

M. Eros a déclaré que M. Bauder s'était impliqué dans le convoi dès le début, avant même que M. Eros n'y prenne part. Il se souvient qu'on lui avait dit que M. Bauder avait assisté à une réunion Zoom avec les organisateurs du convoi au cours du mois de janvier. Après cette réunion, les organisateurs avaient accepté de se distancer de lui parce qu'il avait fait des commentaires alarmants et qu'il était un élément potentiellement incontrôlable.

Mme Lich a demandé à M. Garrah de remplacer M. Bauder en tant que personne sur le terrain à Ottawa pour gérer la logistique lorsque le convoi de camionneurs a commencé à arriver. M. Garrah s'est coordonné avec la police jusqu'à ce que Danny Bulford assume ce rôle plus tard pendant les événements.

Mobilisation d'autres dirigeants ou organisateurs du convoi aux points d'entrée

M. Eros a déclaré qu'il n'avait eu aucune communication avec les dirigeants, les organisateurs ou les participants des manifestations aux points d'entrée. Il en a entendu parler aux nouvelles et par le bouche-à-oreille.

Répercussions de la *Loi sur les mesures d'urgence*

Le compte de M. Eros à la Banque Royale du Canada (RBC) a été gelé aux alentours du 17 février ou la journée même, après que la *Loi sur les mesures d'urgence* a été invoquée. Il a affirmé que cela avait eu une incidence sur sa capacité d'acheter de la nourriture pour sa famille. Son épouse a appelé la RBC et ils ont pris des dispositions pour qu'un compte distinct soit ouvert pour elle. L'employé de la RBC lui a expliqué au téléphone que la banque avait reçu l'ordre par la police de geler son compte. Son compte a été dégelé cinq jours plus tard. Un cadre supérieur de la RBC a dit à M. Eros qu'il pouvait demander à la police de dégeler ses comptes lorsqu'il quitterait Ottawa. M. Eros a dit au représentant qu'il n'était plus à Ottawa. Il a reçu l'appel alors qu'il était à Arnprior.

Conexus Credit Union a ensuite appelé M. Eros alors qu'il était à Arnprior et on lui a dit qu'on ne pouvait plus lui offrir de services financiers. M. Eros avait contracté une hypothèque avec Conexus. On lui a dit que la police avait déclaré que M. Eros était une « personne désignée » qui avait participé à des barrages illégaux, ce qui explique pourquoi son compte bancaire était gelé. M. Eros a enregistré cette conversation.

M. Eros a découvert plus tard que la police avait distribué son nom et une photo de lui à toutes les banques, caisses populaires et sociétés d'investissement du Canada. Il a décrit cette situation comme étant très décourageante parce qu'il s'est impliqué dans le convoi pour veiller à ce que la collecte de fonds soit légitime et pour s'assurer que tout soit fait selon les règles de l'art.

En tant que CPA, M. Eros a l'impression qu'il est désormais sur la liste noire des institutions financières. Il a déclaré que bien qu'il n'ait pas tenté de postuler à un emploi

dans une institution financière depuis le convoi, sa participation et les mesures subséquentes de la *Loi sur les mesures d'urgence* qui ont été utilisées contre lui auront une incidence sur ses perspectives d'emploi et sa carrière. M. Eros a expliqué que l'organisme de réglementation qui régit les CPA a reçu des plaintes concernant son implication dans le convoi. L'organisme de réglementation lui a dit qu'il ne donnerait pas suite aux plaintes, mais a averti M. Eros qu'il se devait de faire preuve de professionnalisme.

La relation préexistante entre les organisateurs du convoi et les avocats du JCCF

M. Eros a expliqué qu'après les événements du convoi, il a découvert que certains des organisateurs du convoi, comme Mme Lich et M. King, et un des avocats du JCCF, M. Wilson, se connaissaient parce qu'ils participaient à des mouvements souverainistes albertains. Quand ils ont commencé, et plus particulièrement M. Wilson, à reprendre le récit des manifestations à Ottawa, les choses ont changé. M. Eros a dit que c'était malheureux parce qu'il a vu des milliers de manifestants qui n'étaient absolument pas conscients des dynamiques qui animent le groupe souverainiste albertain et de la prédominance du récit de ce groupe. Ils ne savaient pas que le récit de ce groupe pouvait délégitimer une manifestation contre les mesures de santé publique pour lutter contre la COVID-19 imposées par le gouvernement.

M. Eros a déclaré que lorsqu'il a commencé à poser des questions au sujet de l'histoire de l'origine de ce groupe, il a été complètement ostracisé.